

Les communistes vietnamiens et le Front populaire (1936-1939)

Il est encore difficile de situer de manière satisfaisante l'épisode du Front populaire dans la genèse de la révolution vietnamienne. L'histoire politique des quatre années 1936 à 1939 est d'ailleurs généralement à peine évoquée dans la plupart des ouvrages d'inspiration marxiste. Cette occultation n'a rien de fortuit, car, visiblement, le Front populaire fait problème pour l'écriture de l'histoire contemporaine du Vietnam. Ce relatif désintérêt provient de la distance, apparemment énorme, qui sépare la période frontiste de la grande séquence historique qui lui a succédé : celle de la libération nationale. Mais il s'explique aussi par le fait que la politique des fronts populaires, adoptée officiellement par l'Internationale communiste à son VII^e Congrès d'août 1935, entendait transcender le conflit entre colonisateurs et colonisés par la formation dans les pays occidentaux d'un vaste rassemblement antifasciste réunissant le mouvement ouvrier et la démocratie bourgeoise : le rôle imparti dans cette nouvelle stratégie aux mouvements nationaux des peuples colonisés n'était que celui d'une force d'appoint. Son application dans les colonies ne paraît donc offrir que des éléments d'explication tout à fait mineurs pour la compréhension de leur développement national et bien des historiens marxistes ne parviennent guère à faire concorder de manière satisfaisante l'épisode frontiste avec le devenir ultérieur du Vietnam. En somme la

période du Front populaire au Vietnam ne semble être qu'une parenthèse dans l'histoire de ce qui a finalement compté : l'affranchissement de celle qui fut la plus opprimée des nations colonisées par la France.

Pourtant divers indices conduisent à penser que la mise en œuvre du Front populaire en Indochine a eu une portée historique beaucoup plus décisive qu'on ne l'imagine généralement. Une simple lecture de la chronologie suscite une première interrogation : à quelle date l'Indochine s'est-elle trouvée entraînée dans un nouveau cycle de guerres impérialistes en Asie ? Exactement en septembre 1937, lorsque, sous le second ministère du Front populaire, le Japon engage son offensive finale contre la Chine nationaliste : l'Indochine devient alors le principal arrière de la Chine. Les deux dernières guerres du Vietnam participent encore de ce cycle de guerres asiatiques ouvert en 1937, un peu comme si la guerre d'Espagne ne s'était achevée que trente ans après son commencement. Que suggère, en second lieu, la comparaison de l'évolution politique de l'Indochine au cours des années 1936-1939 avec celle que connaît alors l'autre colonie française, l'Algérie ? Dans les deux cas, la rencontre de la gauche française, devenue majoritaire en 1936, et du mouvement national se résout à la veille de la guerre par l'affirmation intransigeante de la volonté d'indépendance, par le refus de tout nouveau sursis pour la colonisation. En Algérie, c'est la poussée du messalisme à partir de 1937. En Indochine, ce sont les trois insurrections qui éclatent au début de la Seconde Guerre mondiale : la révolte de Bac Son le 22 septembre 1940, la mutinerie des tirailleurs en Cochinchine et le grave soulèvement paysan dit de la Plaine des Jones, les 22 et 23 novembre 1940 (il y eut, dit-on, 10 000 victimes), enfin, la mutinerie militaire de Cho Rang et de Do Luong près de Vinh, le 13 janvier 1941. Cependant, il n'y a pas eu similitude en ce qui concerne les reclassements qui se sont opérés à l'époque au sein du mouvement national de chacune des deux colonies. En Algérie, le communisme évolue vers la francisation et accepte de donner la priorité aux préoccupations politiques de la gauche métropolitaine. Le contrecoup de cette option ne tarde pas à se faire sentir : le nationalisme l'emporte en influence sur le communisme. Au Vietnam, l'issue est inverse : le communisme résiste à l'épreuve — malaisément sans doute, car il y a eu crises et débats à l'intérieur des organisations marxistes — et parvient à conserver son autonomie par rapport au Front populaire français et sa position de force nationale prédominante : en 1941, il est en mesure de fonder le Vietminh.

En somme il est possible d'avancer, au moins à titre d'hypothèse, que la confrontation avec le Front populaire a été l'épreuve historique décisive qui a départagé au Vietnam, comme en bien d'autres colonies, nationalisme et communisme. Il n'est aucune force politique qui ne soit sortie de cette confrontation ou affaiblie ou consolidée. L'Indochine a été le lieu principal où a dérapé la politique coloniale du Front populaire français et où la contradiction coloniale du frontisme a été à la fois portée à son degré d'intensité maximum et assumée de la manière la plus radicale.

Cette particularité explique, pour une bonne part, le caractère exceptionnel de la Révolution vietnamienne : de toutes les libérations nationales des peuples colonisés du milieu du XX^e siècle, elle est la seule qu'un Parti communiste ait menée jusqu'à son terme.

Les termes de la contradiction

Comment se présente le triangle politique vietnamien en 1936 ? La politique indochinoise du gouvernement du Front populaire n'a été qu'un avatar semi-libéral de la vieille politique coloniale. Bien que les communistes français n'aient qu'une médiocre influence sur ses orientations, ils ne la remettrent pas en cause pour autant. Ils ont en effet abandonné la version coloniale de la stratégie de front populaire primitivement développée au VII^e Congrès du Komintern, qui prévoyait la poursuite de la lutte anti-impérialiste, le maintien de la revendication d'indépendance des peuples colonisés et l'élargissement du front anti-impérialiste aux partis nationalistes bourgeois. A partir de 1936, la question coloniale et les affaires d'Indochine sont mises en veilleuse dans les publications communistes françaises et vont y rester jusqu'à ce que le comité central des 22 et 23 juillet 1937 et le congrès d'Arles (25-29 décembre 1937) définissent les fondements d'une nouvelle politique communiste pour l'outre-mer : union des colonisés autour du peuple français contre le fascisme, subordination des mouvements de masse des colonies aux perspectives politiques du « front français ». En fin de compte, si les communistes sont actifs en matière coloniale (le responsable de la commission coloniale du comité central, Henry Lozeray, est le vice-président de la commission des colonies de la Chambre), ils ne poursuivent que des objectifs limités (atténuation de la répression, libération des prisonniers politiques, extension des libertés démocratiques dans les colonies), ne lancent aucune grande campagne de masse dans la classe ouvrière française comme ils l'avaient fait au cours des années antérieures, et n'exercent que des pressions circonstanciées sur le gouvernement. La question coloniale peut devenir à tout moment un motif de rupture de l'alliance avec la SFIO et surtout avec le Parti radical, le grand parti colonial de la III^e République : pour cette raison, les communistes français ne la soulèvent qu'avec une circonspection extrême.

Ce sont les conceptions coloniales de la SFIO qui vont inspirer toutes les options indochinoises du gouvernement de Front populaire et c'est, d'ailleurs, le député socialiste Marius Moutet, le principal expert socialiste des problèmes d'outre-mer, qui a été désigné par Léon Blum pour les mettre en œuvre. Depuis le grand débat colonial de l'Internationale socialiste en 1927-1928, les socialistes français se réclamaient de la théorie de la décolonisation qui avait alors prévalu dans l'Internationale : tout devait être fait pour amener progressivement, au terme d'une évolution plus ou moins longue, les peuples colonisés à l'indépendance. Mais en 1936, le

projet décolonisateur des socialistes, qu'ils avaient, par exemple, opposé en 1930, lors des débats parlementaires consacrés aux soulèvements indochinois, à la politique du gouvernement Tardieu, s'est singulièrement appauvri. Il va peu à peu faire place à une politique beaucoup plus réticente, soucieuse de réformer la colonisation, mais non d'y mettre fin, qui vise en réalité à mettre en place un nouveau système colonial. C'est qu'entre temps, on est devenu sensible dans les rangs de la SFIO au vieil argument du parti colonial : les colonies représentent l'un des atouts majeurs de la France, en cas de guerre notamment, argument sur lequel le général de Gaulle fondera d'ailleurs son pari stratégique en 1940. Mais Marius Moutet et ses amis sont également conscients et inquiets de la grave crise de l'empire colonial, tout particulièrement de la détérioration des rapports sociaux dans les campagnes, à commencer par celles d'Indochine. Dans un tel contexte, il ne pouvait être question de décoloniser, il fallait d'abord parer au plus pressé, stabiliser l'économie coloniale en réformant ses structures, enrayer la crise agraire, et créer ainsi les conditions socio-économiques de réformes politiques à plus long terme. C'est pourquoi le nouveau ministre et son cabinet mettent au point, dès l'été 1936, un vaste programme de réformes sociales et économiques, destinées à remédier à la ruine de l'économie villageoise et à conférer un minimum de rationalité au capitalisme colonial. Ces mesures permettront, pensent-ils, de couper l'herbe sous le pied des mouvements révolutionnaires à l'œuvre dans les plus importantes des colonies françaises, notamment en Indochine, tout en resserrant les liens économiques entre la métropole et ses différentes colonies. Ainsi vont être appliquées en Indochine diverses réformes, dont on ne peut d'ailleurs sous-estimer l'importance : mesures destinées à lutter contre les famines, décret de 1936 réprimant l'usure, accélération des travaux d'irrigation, création d'un impôt sur le revenu, politique dite « d'aide à la rizière » (travaux d'intérêt locaux mis en chantier par les autorités), promulgation d'un code du travail libre. Fait caractéristique, les réformes proprement politiques sont systématiquement renvoyées à plus tard. Le programme officiel du Rassemblement populaire, publié en janvier 1936, ne prévoyait d'ailleurs qu'une seule mesure politique à l'intention des colonisés : la réunion d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation dans les colonies, à l'exemple des grandes enquêtes menées à l'époque par les Britanniques en Inde et en Birmanie. A l'évidence, la gestion socialiste de l'Indochine va dans le sens de ce « repli sur les colonies » qu'effectuent les grands impérialismes européens au sortir de la crise de 1929 et préfigure la tentative de replâtrage de l'empire colonial, qui, sous le nom d'Union française, prendra corps en 1945. « Néocoloniale » au véritable sens du terme, elle représente l'amorce de la transition historique entre la forme coloniale de l'impérialisme, alors en pleine crise et le système de dépendance impérialiste contemporain, lequel, on le sait, s'accommode parfaitement de « l'indépendance » politique des anciennes colonies, en pleine conformité d'ailleurs avec l'essence même du phénomène impérialiste.

Cependant, la priorité donnée par le gouvernement du Front populaire à la modernisation économique du système colonial impliquant une certaine libéralisation politique. On ne pouvait à la fois relancer, rationaliser la production et les échanges commerciaux, et maintenir la politique de force pratiquée depuis 1929. Il fallait, en outre, pour mener à bien un tel projet réformateur qui risquait de se heurter à la méfiance des madarins et de la classe des propriétaires fonciers vietnamiens, obtenir la collaboration réelle d'une partie du mouvement national, trouver les partenaires politiques au sein de la société colonisée. C'est ici que l'Indochine se trouve être une pierre d'achoppement pour ce « New Deal » colonial.

En raison, tout d'abord, de l'attitude que va observer l'administration française de la colonie. Bien que le gouvernement général ait été confié à un nouveau responsable, l'ancien gouverneur général de l'Afrique occidentale, Jules Brévié, qui avait une réputation de libéral — réputation fort surfaite au demeurant puisqu'il terminera sa carrière comme secrétaire d'Etat aux Colonies dans le gouvernement de Vichy — le haut personnel indochinois n'a pas été épuré. Dans l'ensemble, il est plutôt hostile à la nouvelle équipe socialiste du ministère des Colonies, par sympathie avec la droite, certes, mais surtout parce qu'il croyait impossible de modifier, trois ans après la semi-révolution vietnamienne de 1930-1931, le système d'alliances socio-politiques sur lequel reposait la domination coloniale. Il n'était pas question, pour lui, de toucher aux privilèges des notables ou au pouvoir des mandarins, ni aux terres des landlords vietnamiens, sous peine d'ébranler la fragile construction politique indochinoise. En 1935, le gouverneur de la Cochinchine résumait le point de vue dominant dans les milieux coloniaux français par cette formule éloquente : « *Il y a des moments dans la vie des peuples où le progrès consiste à revenir en arrière.* » Si le gouvernement général est en gros d'accord avec Marius Moutet sur la nécessité des réformes économiques et sociales limitées, il interprétera cependant les décisions de Paris dans un sens conservateur et répressif. L'administration coloniale d'Indochine a donc représenté un pôle de résistance relatif à la politique socialiste et il y aura d'innombrables conflits entre Paris et les autorités d'Indochine sur le choix des procédures, en particulier sur le dosage entre les concessions et la répression nécessaires à la mise sur pied de la vaste réforme coloniale qu'ambitionnait de réaliser le Front populaire."

Mais la contradiction principale de la politique indochinoise du Front populaire réside dans sa discordance profonde avec l'état réel du mouvement national vietnamien. Le fait essentiel, à cet égard, est la présence au Vietnam d'un mouvement communiste en passe d'acquérir l'hégémonie politique dans la nation. Pourtant, il est en apparence très faible. Depuis 1929, le Parti communiste indochinois et le petit groupe trotskyste de Cochinchine sont en permanence traqués par la puissante Sûreté indochinoise. Des milliers de communistes ou de suspects — peut-être dix

mille — sont passés par les prisons et par les bagnes indochinois, entre 1930 et 1935, des centaines ou des milliers d'entre eux sont morts, mitraillés au cours des manifestations de 1930-1931, torturés, ou de misère dans les années suivantes. Le PCI a été démantelé trois fois : en avril 1931, en octobre 1932 et en avril-mai 1935. Au début de 1936, ses organisations clandestines sont peu nombreuses et convalescentes. Mais elles parviennent à survivre, à la différence des groupes nationalistes du Viet Nam Quoc Dan Dang (le Guomindang vietnamien) qui ne se manifestent plus qu'en Chine, et c'est là ce qui alarme le plus les chefs de la Sûreté. Quant au groupe trotskyste, constitué clandestinement en 1931 au Sud, il a été détruit en août 1932 et il faut attendre octobre 1935 pour le voir se reconstituer dans l'illégalité, à Saigon.

Le mouvement communiste, dissidence trotskyste incluse, n'en est pas moins fort influent. Ses organisations ont été les seules qui ont été capables de résister à la pression d'un appareil policier, dont on imagine mal l'efficacité à trente ans de distance, et qui ont su conserver des liens réels et continus avec les masses paysannes et ouvrières. Il faut souligner que cela n'a été rendu possible que par l'ouverture d'un nouveau front politique, laquelle a pris par surprise le gouvernement général : celui du travail légal, électoral (il existait en Indochine diverses assemblées élues au suffrage universel censitaire), journalistique, municipal. A Saigon, en 1933-1934, un mouvement légal s'est organisé autour du groupe et du journal de langue française, *la Lutte*. Son originalité provient de son caractère unitaire. A une époque où, partout dans le monde, le stalinisme pourchasse les communistes de gauche et les trotskystes, *la Lutte* est un front de toute l'extrême gauche, qui associe dans le même combat des militants communistes légaux, comme Nguyen Van Tao et Duong Bach Mai, des militants trotskystes, comme Ta Thu Thau, et des patriotes marxisants comme l'intellectuel Nguyen An Ninh. Les révolutionnaires de *la Lutte* ont placé leur combat sous le signe de l'internationalisme. Ils entretiennent des liens très étroits avec l'Internationale communiste, avec le Parti communiste français, avec la gauche révolutionnaire de la SFIO, avec l'opposition trotskyste de France. Ils cherchent même à établir une coordination, pour ne pas dire une synchronisation, entre la lutte des classes en France et la lutte des Vietnamiens pour leur libération nationale. Dans les années 1934-1936, c'est ce mouvement légal qui, parmi toutes les forces politiques vietnamiennes, fait preuve du plus grand dynamisme. A Saigon et dans les campagnes des provinces du Sud, il gagne l'opinion populaire et nationale, participe à la préparation et à la conduite des grèves ouvrières ou des manifestations paysannes contre la fiscalité coloniale. En 1935, aux élections municipales de Saigon, les candidats de *la Lutte*, populaires, sympathiques, éloquents, ont battu à plate couture les nationalistes réformistes de la grande bourgeoisie terrienne et commerçante. Le Sud est ainsi devenu depuis 1933 le foyer principal du mouvement révolutionnaire et du mouvement national. L'expérience de *la Lutte* a inspiré, au Nord et

dans le Centre, des tentatives identiques. Elles aboutissent au cours de l'été 1936, lorsque se fondent d'autres fronts du même type (mais où la participation trotskyste est beaucoup plus réduite) : le groupe et le journal *le Travail*, à Hanoi, auquel collaborent activement le jeune Vo Nguyen Giap, Truong Chinh, et celui du *Nhanh Lua* (*l'Épi de riz*) de l'écrivain Hai Trieu, à Hué.

Au Vietnam, la composition du mouvement national est donc rien moins que favorable à la réussite du programme colonial du Front populaire. La nationalisme est profondément affaibli, le mouvement communiste constitue la seule force capable d'affronter la colonisation sur tous les terrains à la fois, celui de l'illégalité comme celui de la légalité. Qui plus, est, il fait preuve d'un certain « gauchisme » au sens que ce terme finit par acquérir de nos jours en Europe : inventivité politique, ténacité dans la lutte de masse, volonté radicale de refuser les compromissions avec l'ennemi. Ces traits s'expliquent en partie par la double relation d'antagonisme et d'alliance simultanés qui fait de ses différentes composantes (communistes proches du style et des conceptions politiques de Nguyen Ai Quoc-Ho Chi Minh, communistes de retour de Moscou ou de France plus proches du stalinisme, trotskystes, marxistes indépendants) des adversaires solidaires, les compagnons d'un même combat. Dans le mouvement communiste vietnamien de l'époque, les contradictions internes sont motrices. Les signes de ce « gauchisme » sont nombreux : ainsi, le congrès du PCI, réuni à Macao, en mars 1935, réaffirme, à contre-courant de l'évolution qui l'emporte alors dans l'Internationale, la nécessité de se préparer à la lutte armée. Mais ce radicalisme n'exclut pas une grande souplesse tactique, ni le sens du possible, l'exemple des mouvements légaux, qui ont mis le gouvernement colonial sur la défensive, le montre. On comprend donc que le gouvernement de Léon Blum se soit trouvé plutôt déconcerté par la situation indochinoise. Au congrès de la SFIO, à la salle Huyghens en juin 1936, il n'est pratiquement pas question de l'Indochine. De même, s'explique le refus gouvernemental d'établir en Indochine la plus élémentaire démocratie politique. Elle ne pouvait, en effet, que profiter à ceux que Marius Moutet, dans la correspondance secrète du ministère des Colonies appelait les « communistes-trotskystes » : l'établissement du suffrage universel en Cochinchine risquait de porter le populaire leader trotskyste Ta Thu Thau à la présidence du Conseil colonial. Pour Marius Moutet, le Parti communiste indochinois, c'était l'inconnu, ou plutôt l'insurrection à bref délai. Certes, il ne faut pas sous-estimer l'importance des mesures de libéralisation décrétées par le gouvernement frontiste, en particulier l'amnistie du 27 août 1936 qui rend leur liberté (surveillée cependant) à une grande partie (mais pas à tous : 1532 exactement) des prisonniers politiques, parmi lesquels figurent Pham Van Dong et le jeune Le Duan. Cet afflux de militants éprouvés va permettre au Parti communiste indochinois de décupler ses capacités d'action. De même, l'administration se montre plus tolérante pour la presse

de langue vietnamienne du Sud, à laquelle un décret de 1938 étend le bénéfice du régime de la loi française de 1884 : c'est accroître considérablement les possibilités et le rayonnement de l'action politique légale. Mais, il n'y aura aucune modification du statut politique indochinois, si modeste soit-elle, pas même l'équivalent du timide projet Blum-Violette élaboré à l'époque pour l'Algérie, afin d'y créer de nouvelles catégories d'électeurs. En Indochine, foyer principal de la crise du système colonial français, le gouvernement du Front populaire a opté pour l'immobilisme politique.

Mise à jour de la contradiction

L'opinion vietnamienne percevait, dès 1936, les ambiguïtés du projet colonial frontiste. Néanmoins, l'équivoque n'a été totalement levée qu'assez tard, pas avant l'été de 1937. Au surplus, le ministère de Léon Blum représentait pour les Vietnamiens un pas en avant considérable, par rapport aux gouvernements de Sarraut ou de Laval : la promesse d'un changement succédait à la réalité d'un colonialisme oppressif. C'est pourquoi l'arrivée au pouvoir de Blum et de Moutet a été saluée au Vietnam par un enthousiasme qui n'est pas sans rappeler « l'aller au devant de la vie » qui en France soulevait les masses ouvrières et les jeunes travailleurs. Dès le printemps de 1936, un climat d'optimisme s'installe dans la population vietnamienne et persistera longtemps. Au Vietnam, le gouvernement du Front populaire a été vraiment populaire. Aucun texte n'exprime mieux cette atmosphère d'espoir que la lettre adressée le 25 mai 1936 au Front populaire français par les prisonniers de Poulo-Condore : « Nous sommes les détenus politiques qui vous écrivons de Poulo-Condore où depuis six ans, nous menons la vie la plus intolérable, le corps épuisé et mourant, mais gardant intact au cœur l'espoir qu'un jour le peuple de France nous libérerait. Ce jour est venu. Au peuple de France nous crions de toutes nos forces : SOS, nous voulons la liberté. » Surtout les formidables grèves des ouvriers français, les occupations d'usines de juin 1936 ont eu un écho profond au Vietnam. Il faut se rappeler que le mouvement ouvrier vietnamien était alors dans sa phase constitutive. La classe ouvrière française va lui fournir à la fois la possibilité politique de la grève (en portant au pouvoir un gouvernement de gauche) et le modèle de la grève. Ce dernier fonctionnera pleinement au cours des grandes grèves qui secouent l'Indochine entre le mois d'octobre 1936 et l'automne 1937.

Cependant le mouvement communiste tout en étant favorable au Front populaire n'était pas vraiment prisonnier du charme frontiste. Bien avant la formation du gouvernement de Léon Blum les marxistes vietnamiens avaient essayé d'évaluer dans leurs journaux légaux, par exemple dans *la Lutte*, dès le mois de mars 1936, les nouvelles possibilités qui semblaient devoir s'ouvrir avec la victoire électorale du Front populaire en

France. Tous étaient optimistes et étaient convaincus que des événements révolutionnaires se préparaient en France et en Espagne. Mais le Front populaire n'en était pas pour autant investi d'espoirs démesurés. Ainsi les trotskystes ne voient dans les succès électoraux de la gauche française qu'un simple moment dans la marche vers une révolution qu'ils pensent proche. A la nouvelle des grèves françaises de juin 1936, ils diffusent immédiatement le mot d'ordre de Trotsky : former partout des comités d'action destinés à organiser le mouvement autonome des masses populaires. Ils n'ont bien sûr aucune confiance dans les capacités révolutionnaires de la coalition frontiste. Les communistes du PCI, quant à eux, ne voient dans le Front populaire qu'un simple point d'appui pour la continuation de la lutte contre le régime colonial. Ils ont maintenu à leur comité central de juillet 1936 la ligne d'un « front populaire anti-impérialiste », destiné à regrouper contre la colonisation toutes les forces révolutionnaires, trotskystes inclus, et nationales (nationalistes, bourgeoisie constitutionnaliste, patriotes modérés, etc.) Cette interprétation ouvertement anticolonialiste du Front populaire va subsister dans les rangs du communisme vietnamien au moins jusqu'à la réunion du comité central d'août 1937 qui adoptera la politique dite du « Front démocratique ». Il s'agit donc pour ses militants de créer un front populaire indochinois très large, s'appuyant sur des comités de base très diversifiés, légaux ou non, syndicats, associations paysannes, groupes d'entraide, cours du soir, amicales, etc., et réalisant au sommet l'accord entre les forces politiques vietnamiennes existantes pour des objectifs immédiatement réalisables. L'action doit être menée sur tous les plans, au grand jour comme dans la clandestinité. Ce n'est qu'ensuite qu'il sera possible d'envisager davantage d'audace. Entre les deux points de vue, trotskyste et communiste, il existe plusieurs points d'accord fondamentaux. Les uns comme les autres savent que le Front populaire français n'accordera pas l'indépendance et sont profondément attachés à ce que les communistes chinois appellent déjà la « ligne de masse » : tout dépendra, estiment-ils, de la mobilisation populaire. Dans l'immédiat, il est possible, à cette condition, d'obtenir du gouvernement du Front populaire des réformes limitées (octroi des libertés élémentaires, du droit syndical, etc.) et donc de lui apporter un soutien critique. Mais l'essentiel est d'organiser les masses ouvrières et paysannes. Le mot d'ordre que *la Lutte* diffuse inlassablement depuis 1935, c'est le vieux principe sino-vietnamien : « Compter sur ses propres forces »... Tout le problème revenait en fin de compte à inventer une politique qui tout en étant compatible avec les objectifs officiels du Front populaire français permettrait de développer le mouvement populaire et de lui conserver une totale liberté d'action.

Cette politique a été formulée par le communisme légal ; mais elle va surgir tout autant des initiatives autonomes des travailleurs et des paysans vietnamiens. Elle se décompose en deux grands mouvements successifs : le Congrès indochinois de juillet à septembre 1936, les grèves de la fin de 1936 et du début de 1937. Le premier est à la fois l'écho et l'antithèse du

célèbre Congrès musulman réuni à Alger en juin 1936. Davantage l'anti-thèse que l'écho d'ailleurs : le Congrès musulman était une réunion éphémère de partis, d'organisations culturelles, de notabilités, le Congrès indochinois, lui, a été un véritable mouvement de masse. L'initiative de sa convocation revient au groupe de *la Lutte*, il lance l'idée le 29 juillet et sera la cheville ouvrière du Congrès, mais celui-ci recevra l'appui militant des organisations clandestines. Il s'agit de prendre au mot le programme officiel du Front populaire en matière coloniale — à savoir la promesse d'enquête parlementaire — pour lancer une vaste campagne de discussion populaire sur les vœux à présenter à la commission d'enquête. La structure de base de la consultation sera le comité d'action. Les délégués des comités d'action se réuniront en congrès national : par la suite les comités d'action serviront de structures autonomes du mouvement des masses. La campagne débute en août. *La Lutte* a contraint les leaders de la grande bourgeoisie réformiste, tel le futur président du conseil de Bao Dai, en 1948, Nguyen Phan Long, à participer au comité d'initiative du Congrès formé le 13 août et leur a fait accepter l'idée des comités d'action. Le mouvement pour le congrès a très vite acquis un caractère de masse, mais inégalement selon les différents territoires. En Cochinchine, les comités d'action se sont multipliés. L'administration en a recensé plus de 600 tant en zone rurale que dans les villes. Dans d'innombrables villages, quartiers, entreprises, on se réunit pour rédiger des cahiers de vœux, on imprime des tracts, on installe des permanences. Mais au Nord, et au Centre les autorités coloniales ont réussi à faire triompher, par l'effet de la pression des notables et de la police, mais aussi par suite de la faible implantation communiste, une version édulcorée de la consultation : les comités du Congrès ont été dominés par les créatures de l'administration, fonctionnaires ou membres des chambres de représentants de l'Annam et du Tonkin, et se sont dispersés à la première sommation officielle, soit au début de septembre.

Un premier conflit oppose donc, à partir de l'automne 1936, le mouvement national et le gouvernement du Front populaire. Enlisé au Nord et au centre, le mouvement congressiste ne cesse de grandir au Sud. Il a fallu, pour le briser, en venir à des mesures répressives, ces mesures dont Marius Moutet avait espéré pouvoir se passer. Le 19 septembre, un télégramme gouvernemental — « Ordre français doit régner en Indochine... » — donne le feu vert au gouvernement général : les trois leaders du congressisme, le nationaliste Nguyen An Ninh, le trotskyste Ta Thu Thau et le communiste Nguyen Van Tao sont arrêtés le 27, tandis que des dizaines de militants des comités d'action sont emprisonnés. Est-ce l'épreuve de force ? Non. Un compromis s'est finalement instauré en novembre : les leaders emprisonnés ont engagé une longue grève de la faim, dont l'écho a été considérable au Vietnam et qui risquait de nuire aux chances de la nouvelle politique coloniale. *La Lutte*, de son côté, a choisi de suspendre la campagne pour le Congrès en raison de son échec au

Nord et au Centre. En novembre, les prisonniers sont mis en liberté sur ordre de Marius Moutet : c'est la trêve.

Le relais a été pris par la vague de grèves. Certes ce ne sont pas des grèves à l'américaine, les ouvriers sont encore peu nombreux au Vietnam, quelques centaines de milliers, un million au plus, et la plupart du temps ce ne sont pas des salariés permanents. Néanmoins, il n'est pas trop fort de parler de vague de grèves, dans la mesure où le mouvement a touché tous les pays vietnamiens, tous les secteurs de l'économie coloniale et tous les types d'entreprise, des ateliers lilliputiens aux quelques grosses entreprises modernes. Ainsi se sont mis en grève aussi bien les coolies des plantations d'hévéas du Sud que les cochers de tilburys, les travailleurs des poteries artisanales de la région de Thudaumot, les ouvriers des salons de coiffure de Saigon, les mineurs de charbon du bassin de Hongay, les ouvrières des filatures de coton de Nam Dinh, les cheminots, les dockers de Saigon, les coolies des decortiqueries de Cholon, etc. Une statistique partielle établie par *la Lutte* recense dans toute l'Indochine 242 grèves ouvrières entre le 1^{er} août 1936 et le 1^{er} février 1937 : pour 163 d'entre elles, le nombre de grévistes aurait atteint le chiffre de 55 000. Encore ces estimations sont-elles très incomplètes. Rien que sur le territoire de la seule Cochinchine, il y a eu 279 grèves du 1^{er} juin 1936 au 31 mars 1937, ce qui signifie qu'au cours des dix-huit mois qui séparent juin 1936 de décembre 1937, le nombre de grèves a dû dépasser de beaucoup le demi-millier, chiffre considérable pour une classe ouvrière récente et peu nombreuse.

Cette mobilisation ouvrière sans précédent au Vietnam résulte, certes, du travail militant des communistes ou des trotskystes, légaux ou illégaux, mais elle est issue, pour l'essentiel, de la protestation instinctive des ouvriers contre la réduction inouïe de leur pouvoir d'achat à la suite de l'inflation et de la dévaluation monétaire d'octobre 1936. Protestation spontanée, mais aussi raisonnée : les travailleurs vietnamiens avaient en tête l'exemple du « juin 36 » métropolitain et ils savaient que sous un gouvernement dirigé par les socialistes, la grève ne pouvait plus être assimilée à un délit.

Les grèves ont posé deux problèmes difficiles au gouvernement général : celui de la politique (concessions ou répression ?) à mettre en œuvre pour obtenir la reprise du travail, celui de l'attitude à observer à l'égard des syndicats qui se sont multipliés clandestinement à la faveur des conflits. Le gouvernement du Front populaire a d'abord cherché l'apaisement et, dans ce but, il a favorisé la satisfaction des revendications économiques les moins contestables des grévistes. Il a donc pesé de tout son poids sur l'administration indochinoise pour qu'elle pousse le patronat à céder. Et, dans un premier temps, jusqu'en février 1937, il a relativement réussi : les expulsions de militants ouvriers des entreprises ou les lock-out ont été peu nombreux, presque tous les grévistes ont obtenu de notables augmentations de salaires.

Mais le mouvement gréviste a eu une résonance politique considérable. Tout d'abord, il a réactivé la campagne pour le Congrès indochinois. En février 1937, *la Lutte* et *le Travail* tentent de relancer les comités d'action en profitant de la présence en Indochine d'un envoyé du gouvernement Léon Blum, le délégué aux questions du Travail dans les Territoires d'outremer, l'ancien ministre Justin Godart, qui, visiblement, ne cache pas ses sympathies pour les ouvriers en grève. En second lieu, la levée ouvrière a eu beaucoup d'échos dans les campagnes où se sont développées, au moment des récoltes ou de la collecte des impôts, de nombreuses manifestations paysannes contre la fiscalité, ou des grèves de moissonneurs pour obtenir l'augmentation des gages. D'autre part, dans les villes, l'inflation continuant, à la première vague de grèves, a succédé, en avril 1937, un second train de grèves, moins nombreuses, certes, mais beaucoup plus dures et plus longues. Enfin, la revendication du droit syndical s'affirme au même moment avec d'autant plus de force que la presse communiste légale a rendu public le projet (très restrictif) de décret autorisant les syndicats, qu'examinait secrètement le gouvernement général. En fait, l'enjeu de la légalisation des syndicats était essentiellement politique, car il était évident que des syndicats légaux serviraient de couverture aux unions ouvrières clandestines, à direction communiste ou trotskyste, qui s'étaient multipliées depuis 1936. C'est pourquoi un second conflit oppose, à partir de mai 1937, le gouvernement du Front populaire et, cette fois, le mouvement ouvrier vietnamien. En juin, les options officielles deviennent claires : l'autorisation des syndicats n'est finalement pas accordée et la police arrête les promoteurs des comités syndicaux provisoires qui s'étaient constitués à Saigon et à Hanoi, dans l'attente d'une décision favorable.

La partie décisive s'est jouée en juillet 1937, au moment où débarque à Saigon un envoyé du Parti communiste français chargé d'enquêter pour le compte de l'Internationale sur la situation politique de l'Indochine, le député communiste Maurice Honel ; à la veille aussi de la grève générale des cheminots d'Indochine, qui va durer un mois, du 3 juillet au 9 août. Le gouvernement du Front populaire engage l'épreuve de force avec les groupes communistes légaux, dans lesquels il voit les centres nerveux du mouvement populaire. La répression s'abat tout d'abord sur le groupe du *Travail* de Hanoi, en avril-mai. Elle s'attaque à *la Lutte*, en juin-juillet : à nouveau, Nguyen An Ninh, Ta Thu Thau et Nguyen Van Tao, les trois leaders politiques le plus populaires du Sud, reprennent le chemin de la prison, mais cette fois, pour deux ans. Ils n'en sortiront qu'à la veille de la guerre, divisés, mais non brisés, avant de connaître un long et dur emprisonnement à Poulo-Condore pendant la guerre.

La contradiction assumée (été 1937-été 1939)

Elle l'a été, mais dans le déchirement des forces révolutionnaires jusqu'alors unies. La mise à jour de l'incompatibilité entre l'intérêt national et la politique néocoloniale du Front populaire a provoqué la scission du front anti-impérialiste : à Saigon, en juin 1937, communistes et trotskystes de *la Lutte* se séparent ; *la Lutte* devient un organe trotskyste. La colonisation affronte désormais des adversaires désunis : elle peut escompter bénéficier d'un sursis.

Dans cette scission, les pressions extérieures ont certes joué. Dès février 1937, une lettre du Komintern enjoignait aux communistes vietnamiens de rompre la collaboration avec les trotskystes. Dans les mois qui suivent, les retentissements des procès de Moscou, la campagne anti-trotskyiste de l'internationale, désormais totalement contrôlée par la fraction stalinienne, vont empoisonner les rapports des anciens alliés et engendrer d'innombrables polémiques qui, à la longue, s'avéreront mortelles : en 1945, les leaders trotskystes du Sud seront assassinés par le Vietminh. Néanmoins, la scission résulte avant tout d'une divergence profonde sur le dilemme fondamental qu'affronte l'ensemble des forces révolutionnaires : comment concevoir le devenir national au moment où s'effondre l'espérance internationaliste en un processus révolutionnaire combiné, progressant d'un même mouvement en Europe et en Indochine ? En fait, la rupture du front révolutionnaire refléchit au Vietnam le basculement en cours du champ de forces extérieures, dans lequel s'inscrivait depuis 1931 le problème de la libération nationale : les facteurs asiatiques l'emportent à nouveau sur les facteurs européens. Elles signifient que s'ouvre une période d'impasse politique et que le mouvement communiste entre dans une période de révision stratégique.

En dépit de sa division, il a pourtant été en mesure de conserver l'initiative et l'hégémonie au sein du mouvement national. Ses concurrents nationalistes ne se sont pas révélés capables de les lui disputer. Pourtant, la politique coloniale du Front populaire, en suscitant une profonde déception, a certainement favorisé la recrudescence que l'on observe à la veille de la guerre, tout particulièrement au Sud. C'est à la fin de 1939, qu'est fondée, dans la province de Chaudoc, la secte Dao Xen, plus connue sous le nom de secte Hoa Hao. A la même époque, l'action des caodaïstes acquiert une coloration politique plus prononcée. Cependant, le nationalisme non communiste ou anticomuniste était affaibli par de profonds vices constitutionnels : rivalités incessantes entre les chefs, passéisme idéologique, incapacité à articuler lutte nationale et lutte sociale, implantation limitée à certaines régions et à certains secteurs de la société (paysannerie de la « frontière » rizicole de l'Ouest cochinchinois, étudiants, intellectuels de formation moderne, lettrés de type ancien). Et sur-

tout, il ne parviendra jamais à se doter d'un programme cohérent, ni à opérer à l'échelle de tout le Vietnam. Cette anémie politique explique d'ailleurs que les partis ou mouvements nationalistes aient toujours cherché à compenser leur faiblesse par l'appui étranger, chinois (dans le cas du Vietnam Quoc Dan Dang) ou japonais (dans le cas des sectes politico-religieuses du Sud).

En fait, les clés du déblocage de la lutte nationale se trouvaient, pour le moment encore, à l'état d'éléments dispersés, du côté communiste. Ainsi, après 1937, les trotskystes sont en pleine ascension au Sud parce qu'ils maintiennent une ligne anti-impérialiste intransigeante. Ils combattent ouvertement la politique du gouvernement de Front populaire, préconisent le boycott de l'effort de guerre français, prèchent le défaitisme et réclament la convocation d'une assemblée constituante. Aux élections d'avril 1939, trois d'entre eux, dont Ta Thu Thau, sont élus au Conseil colonial de la Cochinchine, battant, dans un collège électoral composé essentiellement par la moyenne bourgeoisie urbaine ou intellectuelle et par les propriétaires aisés, leurs adversaires communistes ou constitutionnalistes. Ils ont axé toute leur campagne sur un programme anti-impérialiste. Cette élection est intéressante en ce qu'elle voit la déroute du nationalisme réformiste, le constitutionnalisme, sur son propre terrain social, et qu'elle montre qu'en dépit des désillusions engendrées par la politique frontiste, l'axe du mouvement d'indépendance reste orienté vers le pôle marxiste. En outre, les trotskystes ont acquis une large influence en milieu populaire dans l'agglomération saïgonnaise et dans les provinces voisines. Pourtant, sur la stratégie trotskyste pèse une hypothèse : l'inexistence de la condition extérieure nécessaire à sa mise en œuvre, soit le déclenchement d'une révolution prolétarienne en Europe. C'est pourquoi, après 1937, au Vietnam, le trotskysme exprime en termes radicaux, avant toute autre aspiration, la volonté de révolution nationale et sociale. Ce qui est déjà beaucoup, car l'existence de cette concurrence vigoureuse sera un stimulant fort utile pour l'ensemble du mouvement communiste. Mais, les trotskystes, s'ils ont une prise sur les événements, ne pourront pas véritablement les conduire. C'est d'ailleurs ce qui les amène à se diviser au début de 1938 en deux groupes, dont l'un recherche l'alliance avec les autres forces nationales, les communistes en particulier, et dont l'autre, dirigé par Ta Thu Thau, tente au contraire de mettre sur pied un nouveau parti révolutionnaire à base ouvrière, menant de front le combat pour l'indépendance et la lutte de classes.

Les communistes sont progressivement revenus à la ligne de front national, déjà préconisée en 1928-1930 par Ho Chi Minh. Tel est le contenu de la politique dite du « Front démocratique » adoptée par le comité central du PCI en mars 1938, peut-être dès août 1937. Placés dans une situation délicate par la stratégie frontiste de l'Internationale, contraints de soutenir le Front populaire français sous peine d'indiscipline, les communistes, qui peuvent d'ailleurs s'inspirer de l'expérience du front national que leurs camarades de Chine ont mis sur pied et réfléchir sur la pratique

de la guerre prolongée expérimentée dans les bases rouges chinoises, ont fini par adopter une souple politique d'alliance et de lutte simultanées à l'égard du gouvernement Léon Blum. Alliance et lutte indissociables, mais géographiquement ventilées : les alliés français sont, pour l'essentiel, en France et encore n'apporte-t-on au gouvernement du Front populaire qu'un soutien fort critique, assorti de mises en garde insistantes : en Indochine, la lutte contre l'administration coloniale, que les communistes représentent toujours comme hostile au Front populaire français, continue avec vigueur. Ainsi, sont opérées entre les composantes du Front populaires français des distinctions élémentaires et le soutien que les communistes vietnamiens portent à ce dernier n'a rien eu d'une capitulation politique. Certes, la nouvelle orientation communiste s'est avérée parfois difficilement compatible avec les intérêts du mouvement national. Elle risquait sans cesse de faire vaciller le PCI dans la vieille politique de « collaboration franco-annamite » que pratiquaient les vieux partis de la bourgeoisie vietnamienne et qui les avait privés d'avenir national. On verra ainsi le parti soutenir, conditionnellement il est vrai, l'emprunt pour la défense nationale lancé par les autorités coloniales en 1939. Il est probable aussi qu'on s'est fait dans les rangs de certaines organisations communistes bien des illusions sur le Front populaire, en particulier au sein du comité régional du Sud qui sera sévèrement critiqué par le comité central en décembre 1938. L'on voit même le PCI faire adresser, en juin 1939, des centaines de pétitions au Front populaire français, alors que ce dernier a été officiellement dissous en novembre 1938. Mais, dans l'ensemble, la pratique des communistes vietnamiens ne procède pas d'un vulgaire suivisme stalinien. Ceci pour plusieurs raisons. A la différence de leurs camarades d'Europe, les communistes vietnamiens ont multiplié les organismes de base, comités d'action du Congrès indochinois, syndicats ouvriers, associations paysannes plus ou moins camouflées en amicales ou en associations d'entraide, organismes qui constituaient un ensemble de structures de masses protéiformes et insaisissables. Ils ont organisé d'innombrables luttes populaires d'amplitude locale ou régionale, notamment en milieu paysan. L'expérience de la lutte politique de masse a pénétré plus profondément au sein du peuple vietnamien. La référence au Front populaire fonctionne ainsi comme une couverture politique commode à l'abri de laquelle s'organisent de façon semi-légale, et surtout dans la plus complète autonomie, le mouvement ouvrier et le mouvement paysan. Enfin, les communistes vietnamiens n'ont jamais envisagé de redécouvrir peu à peu, élément par élément, la politique révolutionnaire qui va donner son profil historique au communisme vietnamien : celle du front national. Depuis 1936, dans la presse communiste clandestine, on remet en honneur la notion de patrie. On cherche à nouer des contacts avec les milieux du patriotisme traditionnel : c'est ainsi que, lors des élections aux Chambres des représentants du peuple du Tonkin et de l'Annam, en 1938 et 1939, le PCI soutient les candidatures de patriotes modérés. De même, les

communistes mènent une vigoureuse campagne de soutien à la Chine, propagent dès avant la guerre, l'idée de la résistance nationale à l'impérialisme japonais. Il n'est pas exagéré de dire qu'entre 1936 et 1939, le PCI revient à ses sources proprement vietnamiennes. Dans son orientation, ce qui l'emporte, au moins potentiellement, sur le cours apparemment « stalinien », c'est la volonté de faire passer la cause nationale avant toute autre. En ce sens, par cette réorientation en profondeur, se prépare le grand « décrochage » du communisme vietnamien à l'égard du Komintern, qui aboutira, en 1941, à la fondation du Vietminh.

En 1937-1938, il est de fait que les aspirations nationales vietnamiennes ont été mises en échec par la politique néocoloniale du Front populaire français. L'option de la décolonisation a totalement disparu de l'horizon gouvernemental et cette disparition a pesé lourd sur les origines de la plus longue guerre du siècle. Il reste que le mouvement communiste dans son ensemble a su échapper aux illusions du frontisme. Et cela a beaucoup compté dans la détermination qui se fait jour au Vietnam, dans les milieux les plus divers, de ne plus se laisser duper par les responsables, mêmes libéraux, du colonialisme. Ecrivant en novembre 1937 à la commission parlementaire d'enquête, le célèbre lettré patriote, Huynh Thuc Kang, conclut prophétiquement sa lettre en avertissant que, dans l'opinion vietnamienne, le vieil adage taoïste est bien près de devenir réalité : « *Le peuple ne craint plus la mort, à quoi bon se servir de la mort pour l'intimider...* »

Daniel Hémery